

F. 95 - 2336

[C - WIN - 31319]

**13 AVRIL 1995. — Arrêté du Collège de la Commission communautaire française portant création d'un service social pour les membres du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, et pour les membres du personnel enseignant et du personnel administratif, technique et ouvrier attachés aux établissements scolaires relevant de la Commission communautaire française**

Le Collège de la Commission communautaire française,

Vu les articles 136, 138, 163 et 178 de la Constitution;

Vu la loi spéciale des réformes institutionnelles du 8 août 1980, modifiée par la loi spéciale du 8 août 1988, du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions et du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu la loi spéciale du 12 janvier 1989 relative aux Institutions bruxelloises, modifiée par la loi spéciale du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'Etat;

Vu l'arrêté 93/253 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 fixant la répartition des compétences entre ses membres;

Vu l'arrêté 93/254 du Collège de la Commission communautaire française du 6 octobre 1993 portant règlement de son fonctionnement et réglant la signature de ses actes;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances,

Vu le protocole 95/6 du Comité particulier de négociation signé en date du 10 avril 1995;

Sur la proposition du Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique,

Arrête :

**Article 1er.** Un service social est créé au profit des personnes visées à l'article 3.

**Art. 2.** Les activités du service social comportent notamment :

1° sur le plan de l'aide individuelle,

— l'aide morale et matérielle,

— l'octroi d'aides financières,

— l'octroi de prêts sans intérêt pour faire face à des situations exceptionnelles,

— l'octroi d'avances récupérables sur rémunérations,

— l'octroi d'avances récupérables sur les pensions,

— l'octroi de cadeaux de circonstances.

2° sur le plan de l'aide collective,

— l'aide morale et matérielle,

— l'aide sociale et juridique dans des questions étrangères à l'administration,

— l'intervention financière dans les frais de vacances pour enfants,

— l'organisation et l'encouragement d'activités culturelles, sportives et récréatives,

— la création et la gestion de services de médecine sociale,

— l'intervention financière en cas d'assurance collective couvrant les frais d'hospitalisation et autres frais médicaux,

— la préparation à la retraite.

Certaines activités collectives prévues ci-dessus peuvent être organisées par voie de conventions conclues avec des services sociaux d'autres administrations publiques ou avec des associations agréées par le Collège. Dans ce cas, les conventions déterminent les obligations et droits des parties.

**Art. 3. § 1er.** Sont bénéficiaires du service social, les membres qui, à quelque titre que ce soit, font partie du personnel des services du Collège de la Commission communautaire française, du personnel enseignant et du personnel administratif, technique et ouvrier attaché aux établissements scolaires relevant de la Commission communautaire française.

Sont également bénéficiaires du service social, les retraités qui ont achevé leur carrière au sein des services et établissements visés au premier alinéa.

§ 2. Peuvent être également bénéficiaires du service social, les retraités qui ont achevé leur carrière au sein de la Province de Brabant pour autant que, au moment de leur admission à la retraite, soit ils aient fait partie d'un établissement ou d'une institution dont les membres du personnel du régime linguistique francophone ont été transférés de plein droit ou d'office à la Commission communautaire française, soit ils aient fait partie des services généraux de la Province de Brabant, aient eu leur domicile dans la Région de Bruxelles-Capitale et soient du régime linguistique francophone.

Le bénéfice des avantages offerts par le Service social est limité, pour les personnes visées au présent paragraphe, aux avantages dont ils bénéficiaient auprès du Service social de la province de Brabant, sans pouvoir excéder ceux offerts par le Service social aux personnes visées au paragraphe 1er.

§ 3. Peuvent être également bénéficiaires du service social, :

— les personnes qui font partie du ménage, ainsi que les veufs, veuves, et orphelins des personnes visées au paragraphe 1

— les personnes qui font partie du ménage, ainsi que les veufs, veuves, et orphelins des personnes visées au paragraphe 2, dans les limites fixées par ce paragraphe.

§ 4. L'association sans but lucratif agréée conformément à l'article 4 peut exclure du bénéfice de certains avantages les bénéficiaires d'avantages similaires offerts par un autre service social.

**Art. 4.** Le Collège confie à une association sans but lucratif agréée par lui, la réalisation des activités du service social.

Cette association est, dans ce but, subventionnée dans les limites des crédits prévus à cet effet aux budgets des services du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 5.** Pour que l'association sans but lucratif puisse être agréée en vue d'exercer les activités du service social conformément à l'article 2, les statuts doivent prévoir :

1° l'admission en qualité de membres, de personnes appartenant aux catégories énumérées à l'article 3, § 1er, et l'exclusion de celles visées aux paragraphes 2 et 3;

2° un objet social conforme au prescrit de l'article 2;

3° un conseil d'administration où les mandats sont répartis en nombre égal entre les organisations syndicales représentatives conformément à l'arrêté royal du 28 septembre 1984 portant exécution de la loi du 19 décembre 1974 organisant les relations entre les autorités et les syndicats des agents relevant de ces autorités;

4° la présence de deux représentants désignés par le Collège, qui assistent de plein droit, avec voix consultative, aux réunions de l'assemblée générale, du conseil d'administration ou des autres organes de l'association;

5° l'engagement de suspendre l'exécution de toute mesure que les représentants du Collège estimeraient, dans les trois jours ouvrables de la décision, contraire aux lois, décrets et règlements, aux statuts ou à l'intérêt général et d'y renoncer si le Collège confirme, dans les quinze jours de la décision, l'opinion de ses représentants;

6° le contrôle de ses comptes par les représentants visés au 4°;

7° l'organisation de permanences au sein du siège central et éventuellement des principaux centres d'activité des services du Collège de la Commission communautaire française.

8° un rapport écrit de l'assistant social préalablement à toute décision relative à des cas individuels.

**Art. 6.** Le personnel d'assistance sociale et le personnel administratif nécessaires au service social sont mis à disposition par les services et établissements visés à l'article 3, § 1er.

Ils reçoivent leurs instructions du Conseil d'administration de l'asbl pour ce qui concerne leurs activités dans le cadre du service social.

Cette mise à disposition ne comporte aucune modification de statut administratif et pécuniaire des membres du personnel concerné.

La qualité de membre du personnel mis à disposition de l'association agréée est incompatible avec la qualité de membre de l'asbl.

**Art. 7.** Afin d'en assurer le bon fonctionnement, les locaux et le matériel de bureau sont mis à disposition, à titre gracieux, du service social par les services et établissements visés à l'article 3, § 1er.

**Art. 8.** L'association sans but lucratif agréée doit soumettre annuellement au Collège avant le 15 avril, le rapport moral et financier relatif à l'exercice écoulé. La demande de subvention pour l'année suivante est introduite avant le 1er octobre de l'année en cours.

La première demande de subvention est introduite dans un délai de deux mois à dater de la notification par le Collège de l'agrément de l'Association sans but lucratif.

**Art. 9.** L'association sans but lucratif agréée est tenue d'obtenir l'accord du Collège préalablement à l'organisation de tombolas, de vente d'insignes ou de toute autre action destinée à procurer des ressources supplémentaires.

**Art. 10. § 1er.** Les activités de l'association sans but lucratif agréée sont contrôlées par les représentants désignés par le Collège. Les représentants ne peuvent exercer au sein de l'association d'autres fonctions que :

1° provoquer la réunion du Conseil d'Administration et faire porter leurs propositions à l'ordre du jour;

2° proposer, selon les modalités prévues à l'article 5, 5°, par voie d'une lettre recommandée envoyée au Président de l'association sans but lucratif agréée dans les trois jours ouvrables de la décision, la suspension de toute mesure qu'ils estimeraient contraire à la loi, aux décrets, aux règlements, aux statuts ou à l'intérêt général.

Les motifs sont communiqués au Collège et au Président de l'association sans but lucratif.

**§ 2.** Les représentants du Collège peuvent prendre connaissance sur place de toutes les pièces relatives à la gestion de l'association.

Ils peuvent exercer séparément leur droit d'information ou de contrôle sur place mais doivent collectivement approuver les comptes en fin d'exercice.

Ils ne peuvent donner d'instructions ni empêcher l'exécution de décisions régulièrement prises.

**§ 3.** La désignation en qualité de représentant du Collège est incompatible avec la qualité de membre du personnel des organismes d'intérêt public de la Commission communautaire française, et de membre du personnel des services et établissements visés à l'article 3, § 1er.

**Art. 11.** L'agrément peut être retiré par décision motivée du Collège si l'association sans but lucratif manque à ses engagements ou ne respecte pas les dispositions du présent arrêté.

En cas de retrait d'agrément de l'association sans but lucratif, les activités du service social prévues à l'article 2, sont exercées par les services du Collège de la Commission communautaire française.

**Art. 12.** L'association sans but lucratif agréée établit de façon détaillée son projet de budget et sa demande de subvention. Ce projet comporte tous les éléments nécessaires à sa compréhension.

L'association sans but lucratif agréée prend en charge par prélèvements sur son budget, l'ensemble des frais nécessaires à son fonctionnement.

L'organisation du travail au sein de l'association est de la compétence exclusive de son Conseil d'administration.

**Art. 13.** Le présent arrêté entre en vigueur le 1er juin 1995.

Art. 14. Le Membre du Collège qui a la Fonction publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 13 avril 1995.

Par le Collège :

Ch. PICQUE,

Président du Collège.

R. HOTYAT,

Membre du Collège chargé du Budget et de la Fonction publique.

VERTALING

N. 95 - 2336

[C - WIN - 31319]

**13 APRIL 1995. — Besluit van het College van de Franse Gemeenschapscommissie houdende oprichting van een sociale dienst voor de personeelsleden van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie en voor het onderwijzend personeel, het administratief en technisch personeel en de arbeiders van de onderwijsinstellingen die onder de Franse Gemeenschapscommissie ressorteren**

Het College van de Franse Gemeenschapscommissie,

Gelet op de artikelen 136, 138, 163 en 178 van de Grondwet,

Gelet op de bijzondere wet tot hervorming der instellingen van 8 augustus 1980, gewijzigd bij de bijzondere wet van 8 augustus 1988, van 16 januari 1989 betreffende de financiering van de Gemeenschappen en de Gewesten en van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur,

Gelet op de bijzondere wet van 12 januari 1989 betreffende de Brusselse instellingen, gewijzigd bij de bijzondere wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale staatsstructuur,

Gelet op het besluit 93/253 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot vaststelling van de verdeling van de bevoegdheden onder zijn leden,

Gelet op het besluit 93/254 van het College van de Franse Gemeenschapscommissie van 6 oktober 1993 tot regeling van zijn werkwijze en tot regeling van de ondertekening van de akten van het College,

Gelet op het advies van de Inspectie van Financien,

Gelet op het protocol 95/6 van het bijzonder syndicaal onderhandelingscomité, ondertekend op 10 april 1995,

Op de voordracht van het Lid van het College belast met de Begroting en het Openbaar Ambt,

Besluit :

Artikel 1. Er wordt een sociale dienst opgericht ten behoeve van de personen bedoeld in artikel 3.

Art. 2. De opdrachten van de sociale dienst omvatten meer bepaald :

1° wat betreft individuele bijstand,

— morele en materiële bijstand,

— toekenning van financiële bijdragen,

— toekenning van renteloze leningen om uitzonderlijke toestanden op te vangen,

— toekenning van terugvorderbare voorschotten op de verloning,

— toekenning van terugvorderbare voorschotten op de pensioenen,

— toekenning van gelegheidsgeschenken.

2° wat betreft collectieve bijstand,

— morele en materiële bijstand,

— sociale en juridische bijstand in zaken los van de administratie,

— financiële tussenkomst in de kosten van kindervakanties,

— het inrichten en aanmoedigen van activiteiten met betrekking tot cultuur, sport en ontspanning,

— het inrichten en het beheer van medische dienstverlening,

— financiële tussenkomst wanneer de groepsverzekering hospitaalsatie- of andere medische kosten dekt

— voorbereiding op het pensioen.

In bepaalde van de hierboven opgesomde collectieve opdrachten kan worden voorzien middels een overeenkomst met de sociale diensten van andere openbare diensten of door het College erkende verenigingen. In dit geval bepaalt de overeenkomst de plichten en rechten van de partijen.

Art. 3. § 1. Kunnen een beroep doen op de sociale dienst de personeelsleden die in welke hoedanigheid ook deel uitmaken van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie, van het onderwijzend personeel, van het administratief en technisch personeel en de arbeiders van de onderwijsinstellingen die onder de Franse Gemeenschapscommissie ressorteren.

Kunnen ook een beroep doen op de sociale dienst de gepensioneerden die hun loopbaan in de dienst en de onderwijsinstellingen bedoeld in het eerste lid beëindigd hebben.

§ 2. Kunnen ook een beroep doen op de sociale dienst de gepensioneerden die in de Provincie Brabant hun loopbaan hebben beëindigd voor zover ze, op het ogenblik dat ze voor het pensioen aanvaard werden, tewerkgesteld waren in een instelling waarvan de personeelsleden van de Franse taal of van rechtstreeks of amtsshalve overgeheveld werden naar de Franse Gemeenschapscommissie, op voorwaarde dat ze hetzij deel uitgemaakt hebben van de algemene diensten van de Provincie Brabant, dat ze hetzij hun woonplaats in het Brussels Hoofdstedelijk Gewest hadden en van de Franse taal of waren.

Het genot van de voordelen aangeboden door de Sociale dienst is beperkt voor de in deze paragraaf bedoelde personen tot de voordelen waarop zij een beroep konden doen bij de Sociale dienst van de Provincie Brabant zonder de voordelen te buiten gaan die aangeboden werden door de Sociale dienst aan de in de eerste paragraaf bedoelde personen.

§ 3. Kunnen eveneens een beroep doen op de sociale dienst:

- de gezinsleden alsmede de weduwnaars, weduwen en wezen van de personen bedoeld in paragraaf 1;
- de gezinsleden alsmede de weduwen, weduwnaars en wezen van de personen bedoeld in paragraaf 2, binnen de grenzen bepaald in deze paragraaf.

§ 4. De vzw sociale dienst mag de begunstigen van bepaalde voordelen, aangeboden door een andere sociale dienst, uitsluiten van het genot van gelijkaardige voordelen.

**Art. 4.** Het College vertrouwt de uitvoering van de opdrachten van de sociale dienst toe aan een vereniging zonder winstoogmerk, door het College zelf erkend.

Deze vereniging wordt met het oog hierop gesubsidieerd, dit binnen de grenzen van de kredieten die hiervoor werden voorzien op de begrotingen van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 5.** Om in aanmerking te komen voor erkenning met het oog op de uitvoering van de opdrachten van sociale dienst overeenkomstig artikel 2, moeten de statuten van de vereniging zonder winstoogmerk voorzien in:

1° het toelaten als leden van de personen die behoren tot de categorieën, opgesomd in artikel 3, § 1 en de uitsluiting van deze bedoeld in paragraaf 2 en 3;

2° een sociaal doel overeenkomstig de voorschriften vermeld in artikel 2;

3° een Raad van Beheer waarin de mandaten gelijk verdeeld zijn over de representatieve vakbondsorganisaties binnen de instellingen opgesomd in artikel 3, § 1, overeenkomstig het koninklijk besluit van 28 september 1984 tot uitvoering van de wet van 19 december 1974 tot regeling van de betrekkingen tussen de overheid en de vakbonden van haar personeel;

4° de aanwezigheid van twee door het College aangeduide vertegenwoordigers die van rechtswege en met raadgeverde stem deelnemen aan de vergaderingen van de Algemene Vergadering, de Raad van Beheer of de andere organen van de vereniging;

5° de verbintenis binnen de drie dagen na de beslissing de uitvoering van elke maatregel op te schorten, waarvan de vertegenwoordigers van het College achten dat hij strijdig is met de wetten, decreten, verordeningen of statuten of met het algemeen belang en er vanaf te zien indien het College binnen de vijftien dagen na de beslissing het standpunt van zijn vertegenwoordigers bevestigt;

6° de controle van haar rekeningen door de vertegenwoordigers bedoeld in 4°;

7° het inrichten van permanenties binnen de centrale zetel en eventueel binnen de voornaamste activiteitscentra van de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

8° een schriftelijk verslag van de maatschappelijk assistent voorafgaand aan elke beslissing betreffende een individueel geval.

**Art. 6.** De maatschappelijk assistenten en het administratief personeel, noodzakelijk voor de sociale dienst, worden ter beschikking gesteld door de diensten en instellingen bedoeld in artikel 3, § 1.

Zij ontvangen hun instructies van de Raad van Beheer van de vzw voor wat betreft hun activiteiten voor de sociale dienst.

Deze terbeschikkingstelling houdt voor de betrokken personeelsleden geen enkele wijziging van hun administratief of geldelijk statuut in.

De hoedanigheid van aan de erkende vereniging ter beschikking gesteld personeelslid is onverenigbaar met de hoedanigheid van lid van de vzw.

**Art. 7.** Met het oog op de goede werking worden kantoren en kantoorbenodigdheden door de instellingen bedoeld in artikel 3, § 1, kosteloos ter beschikking gesteld van de sociale dienst door de diensten en instellingen bedoeld in artikel 3, § 1.

**Art. 8.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk moet jaarlijks, voor 15 april, het activiteitenverslag en het financieel verslag van het voorbije werkjaar voorleggen aan het College. De aanvraag voor subsidiëring voor het jaar nadien wordt ingediend voor 1 oktober van het lopende jaar.

De eerste aanvraag voor subsidiëring wordt ingediend binnen een termijn van twee maanden te rekenen vanaf de kennisgeving van de erkenning van de vzw door het College.

**Art. 9.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk wordt eraan gehouden, voorafgaand aan het inrichten van tombola's, van de verkoop van insignes of van elk ander initiatief bestemd om bijkomende inkomsten te verwerven, de toestemming van het College te verkrijgen.

**Art. 10.** § 1. De activiteiten van de vereniging zonder winstoogmerk worden gecontroleerd door de vertegenwoordigers aangewezen door het College. Deze vertegenwoordigers mogen binnen de vereniging geen andere dan de onderstaande functies vervullen:

1° de Raad van Beheer laten vergaderen en hun voorstellen op de agenda plaatsen;

2° voorstellen om volgens de wijze bepaald in artikel 5, 5°, binnen de drie dagen na de beslissing middels een aangetekend schrijven aan de Voorzitter van de erkende vereniging zonder winstoogmerk, elke maatregel op te schorten waarvan zij achten dat hij strijdig is met de wetten, decreten, verordeningen of statuten of met het algemeen belang.

De redenen worden overgemaakt aan het College en aan de Voorzitter van de vereniging zonder winstoogmerk.

§ 2. De vertegenwoordigers van het College mogen ter plaatse kennis nemen van alle stukken met betrekking tot het beheer van de vereniging.

Zij mogen ter plaatse afzonderlijk hun recht op informatie of op toezicht uitoefenen, maar moeten op het einde van het boekjaar gezamenlijk de rekeningen goedkeuren.

Zij mogen geen bevelen geven en evenmin de uitvoering van regelmatig genomen beslissingen verstoren.

§ 3. De aanwijzing tot vertegenwoordiger van het College is onverenigbaar met de hoedanigheid van personeelslid van de instellingen van openbaar nut van de Franse Gemeenschaps-commissie en van personeelslid van de diensten en instellingen van de Franse Gemeenschapscommissie zoals bedoeld in artikel 3, § 1.

**Art. 11.** De erkenning kan worden ingetrokken bij met redenen omklede beslissing van het College wanneer de vereniging zonder winstoogmerk tekortschiet in haar verplichtingen of de bepalingen van dit besluit niet naleeft.

Bij intrekking van de erkenning van de vereniging zonder winstoogmerk worden de activiteiten van de sociale dienst, vastgesteld in artikel 2, uitgeoefend door de diensten van het College van de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 12.** De erkende vereniging zonder winstoogmerk stelt gedetailleerd haar ontwerp van begroting en haar aanvraag voor subsidiëring op. Het ontwerp bevat hierbij alle elementen die voor een goed begrip noodzakelijk zijn.

De erkende vereniging zonder winstoogmerk neemt middels voorheffingen op deze begroting de totale kosten van haar werking voor haar rekening.

De organisatie van het werk binnen de vereniging is de exclusieve bevoegdheid van haar Raad van Beheer.

**Art. 13.** Dit besluit treedt in werking op 1 juni 1995.

**Art. 14.** Het Lid van het College dat het Openbaar Ambt tot zijn bevoegdheden heeft, wordt belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 13 april 1995.

Ch. PICQUE,

Voorzitter van het College.

R. HOTYAT,

Lid van het College, belast met de Begroting en het Openbaar Ambt.

## AUTRES ARRETES — ANDERE BESLUITEN

### MINISTERE DE LA JUSTICE

#### Ordre judiciaire

Par arrêté royal du 16 juin 1995 la désignation de Mme Etienne, D., juge au tribunal de première instance de Charleroi, aux fonctions de juge d'instruction à ce tribunal, est renouvelée pour un terme de deux ans prenant cours le 14 septembre 1995.

Par arrêtés royaux du 18 août 1995 :

— M. Vanlaethem, J., vice-président au tribunal de première instance de Namur, est déchargé, à sa demande, de ses fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal à la date du 31 août 1995;

— M. Destrée, E., juge au tribunal de première instance de Namur, est désigné aux fonctions de juge de la jeunesse à ce tribunal pour un terme d'un an prenant cours le 1er septembre 1995.

Il est autorisé à siéger aux chambres civiles de ce tribunal;

— Mme Dom, G., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Charleroi, est autorisée à siéger aux chambres civiles de ce tribunal;

— M. Marlier, P., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Charleroi, est autorisé à siéger aux chambres civiles de ce tribunal;

— Mme Gougnard, C., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Charleroi, est autorisée à siéger aux chambres civiles de ce tribunal;

— Mme Brigode, Th., juge de la jeunesse au tribunal de première instance de Charleroi, est autorisée à siéger aux chambres civiles de ce tribunal.

Par arrêtés royaux du 7 août 1995 :

— est nommée, à la date du 1er octobre 1995, greffier à la cour militaire, Mme Kosynsky, V., commis-greffier principal à cette cour;

— est nommée greffier au tribunal de première instance de Malines, Mme Noots, E., commis-greffier principal à ce tribunal;

— est nommée commis-greffier au tribunal de première instance d'Anvers, Mlle Viaene, A.;

### MINISTERIE VAN JUSTITIE

#### Rechterlijke Orde

Bij koninklijk besluit van 16 juni 1995 is de aanwijzing van Mevr. Etienne, D., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, tot het ambt van onderzoeksrechter in deze rechtbank, hernieuwd voor een termijn van twee jaar met ingang van 14 september 1995.

Bij koninklijke besluiten van 18 augustus 1995 :

— is de heer Vanlaethem, J., ondervoorzitter in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, op zijn verzoek, ontlast uit zijn ambt van jeugdrechter in deze rechtbank op datum van 31 augustus 1995;

— is de heer Destrée, E., rechter in de rechtbank van eerste aanleg te Namen, aangewezen tot het ambt van jeugdrechter in deze rechtbank, voor een termijn van een jaar met ingang van 1 september 1995.

Hij is gemachtigd om zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank;

— is Mevr. Dom, G., jeugdrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, gemachtigd om zitting te nemen in de kamers voor burgerlijke zaken van deze rechtbank;

— is de heer Marlier, P., jeugdrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, gemachtigd om zitting te nemen in de kamers van burgerlijke zaken van deze rechtbank;

— is Mevr. Gougnard, C., jeugdrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, gemachtigd om zitting te nemen in de kamers van burgerlijke zaken van deze rechtbank;

— is Mevr. Brigode, Th., jeugdrechter in de rechtbank van eerste aanleg te Charleroi, gemachtigd om zitting te nemen in de kamers van burgerlijke zaken van deze rechtbank.

Bij koninklijke besluiten van 7 augustus 1995 :

— is benoemd, op datum van 1 oktober 1995, tot griffier bij het militair gerechtshof, Mevr. Kosynsky, V., eerstaanwendend klerk-griffier bij dit hof;

— is benoemd tot griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Mechelen, Mevr. Noots, E., eerstaanwendend klerk-griffier bij die rechtbank;

— is benoemd tot klerk-griffier bij de rechtbank van eerste aanleg te Antwerpen, Mej. Viaene, A.;